

administratives, et d'autre part d'exercer une action sanitaire et sociale en profondeur dans la circonscription de la caisse.

Le M.R.P et les associations "familiales", combattant ce principe, réclamèrent le maintien de l'autonomie des caisses d'allocation familiales, ce qui fut accordé à titre provisoire en 1946 puis à titre définitif en 1949.

Cet échec, auquel s'ajouta des reculs successifs de l'administration pour la mise en pratique de la loi de mai 1946 affirmait la disparité et l'hétérogénéité du système de sécurité sociale et bloqua le processus d'unification annoncé en 1945.

Par contre sous la pression des organisations syndicales, le nouveau régime fidèle à ses origines mutualistes, consacrait la gestion par les intéressés et écartait l'idée selon laquelle il serait souhaitable qu'un représentant du gouvernement siègeait dans les conseils d'administration des caisses.

D'abord désignés par les syndicats, les administrateurs des caisses furent ensuite élus conformément à la loi du 30 septembre 1946. Aux élections de février 1947, la Confédération Générale du Travail, qui avait le plus efficacement œuvré à la création du système, obtenait 60% des voix.

Ce principe de gestion démocratique est fondamental. Il garantit en effet une politique conçue au service des assurés sociaux en fonction du droit de tous à la santé. Les limitations apportées progressivement à cette gestion, l'augmentation de la tutelle, qui indique la tendance gouvernementale à vouloir régler les problèmes de la sécurité sociale en dehors des intéressés, c'est à dire en fin de compte à l'extérieur de leur intérêt. L'examen des problèmes financiers du régime général permet de mieux saisir la portée d'une telle politique.

Or, cette politique est facile à caractériser: Il s'agit d'une politique impérialiste des grands capitaux, en ce sens qu'il s'agit encore une fois de frapper un grand coup dans le dos des producteurs et de les priver d'une partie de leurs droits, au bénéfice des exploitants de la classe ouvrière française. Tout cela n'a en réalité qu'un seul but: rationaliser l'industrie pharmaceutique française, pour lui permettre d'affronter les industries concurrentes de l'Europe. Cette rationalisation ne va bien sûr pas se faire à l'avantage des travailleurs, mais des patrons. Qui va donc payer? les travailleurs, comme ils se doit: De même que les 500 000 chômeurs prévus par le cinquième plan ne sont finalement pas du tout, comme le disait Cogniot il y a peu de temps à Toulon, une des manifestations de la crise profonde que traverse actuellement le capitalisme français, mais la simple caution de la rationalisation de ce capitalisme. Cela se manifeste dans le domaine de la sécurité sociale par des mesures réellement antidémocratiques, tout à fait dans l'esprit contraire à celui qui avait présidé à la création de l'organisme de la sécurité sociale, et contraire aux engagements pris par le gouvernement à la période de l'après guerre.

En fait, le capitalisme français se porte bien, et se prépare à affronter le marché européen, et la technocratisation nécessite la mise en place d'un plan qui dirige l'économie, en particulier par les avertissements d'un certain nombre de clignotants, qui, lorsqu'ils sonnent l'alarme, déclenchent de nouvelles mesures au détriment de la classe ouvrière, telles que l'établissement de plan de stabilisation.

Et cette politique se traduit dans la pratique par des actions entraînant ou qui devrait entraîner des luttes de revendication. Il s'agit en réalité de lutte de classes. Ainsi, lors des grandes actions de revendication à court terme, de ces derniers temps, c'est à dire au mois d'avril et ces derniers jours sur le vote des pouvoirs spéciaux, les problèmes de la sécurité sociale sont apparus comme une question fondamentale. Malheureusement, toutes ces actions n'ont jamais mis au premier plan l'aspect de classe de ces problèmes. Apparemment, il n'y a pas de lien direct entre ces actions revendicatives et les problèmes du pouvoir. Partant, il s'agit bien de la question de la "démocratie" socialiste, autrement dit de la dictature du prolétariat s'appuyant sur la paysannerie comme seule solution à ces problèmes de sécurité sociale.